

# Les Relations Diplomatiques selon *Anadolu*

N. S.

La lecture de la presse étrangère est toujours une source de compréhension d'une vision du monde, d'un positionnement géopolitique et des enjeux différents. Le contraste avec nos représentations est d'autant plus frappant quand le pays en question est culturellement, politiquement et idéologiquement éloigné et différent du nôtre. S'intéresser à une presse en dehors de nos sphères d'influences éclaire les actualités internationales d'un regard nouveau. A ce titre, lire la presse turque apporte un point de vue différent de celui français sur nombre d'événements. Le positionnement géostratégique turc et son dynamisme économique rendent ses relations diplomatiques particulièrement cruciales pour l'ensemble de l'échiquier mondial. Chaque nouvelle direction dans les relations internationales bouscule l'équilibre pré-établi tant la Turquie a des alliances complexes. Ainsi l'analyse d'Anadolu permet d'étudier finement la perception et la position turque sur la scène internationale. En effet, en tant qu'agence de presse, Anadolu transmet et vend les informations qu'elle collecte aux médias turcs. Ce qu'elle dit ou tait a ainsi une répercussion sur l'ensemble de l'opinion publique locale. Son lien avec le pouvoir politique est indéniable : elle est l'agence de presse officielle du gouvernement turc qui lui verse tous les ans une subvention<sup>1</sup>. Bien qu'encore privée, elle a été rachetée en mars 2018 par le groupe Demirören Holding, proche du président turc Recep Tayyip Erdoğan<sup>2</sup>. Alors que la liberté de presse est toujours plus contrôlée par Ankara, les médias turcs ont de moins en moins le droit de porter un regard critique sur la politique décidée par Erdogan. Anadolu devient alors la voix officielle du pouvoir turc : elle exprime sa vision et son interprétation des faits réels. Plus qu'une agence de presse, Anadolu peut presque être étudiée en tant qu'organe de propagande du régime politique. L'analyse des relations internationales que produit Anadolu se lit donc comme celle émanant directement d'Ankara. Nous verrons donc comment Anadolu peut être analysé comme le baromètre des relations diplomatiques turques. A travers les articles, dossiers, infographies publiées, la Turquie apparaît comme le maître du jeu de la région, s'affranchissant des puissances occidentales et se tournant vers d'autres alliés.

## **1. Anadolu, un instrument qui permet de mesurer les relations entre Ankara et le reste du monde**

La page internet de l'agence de presse est disponible en douze langues : en turc, en anglais, en bosniaque, en russe, en français, en kurde (écriture arabe et latine), en persan, en albanais, en arabe, en macédonien, en indonésien et en espagnol<sup>3</sup>. Ces douze langues illustrent les zones sur lesquelles Ankara entend exercer son influence. On remarque tout d'abord que l'allemand ne figure pas dans cette liste malgré l'importante diaspora turque présente dans les

<sup>1</sup> Wikipédia, Agence Anadolu, Agence Anadolu — Wikipédia.

<sup>2</sup> Wikipédia, Agence Demirören, Agence Demirören.

<sup>3</sup> Wikipédia, Agence Anadolu, Agence Anadolu — Wikipédia.

pays germanophones que sont l'Allemagne et l'Autriche. Anadolu, et par elle Ankara, estime peut-être, qu'il n'y a pas besoin de traduire pour ce public censé maîtriser le turc. Les publications du site peuvent être séparées en deux catégories : les dépêches ou articles informatifs et ceux d'opinion, que l'on retrouve sous l'onglet « Analyse ». Les premiers tendent à l'objectivité neutre que leur impose le statut d'agence de presse. On y trouve néanmoins des qualificatifs qui trahissent parfois une prise de position, un parti pris. A titre d'exemple, dans les actualités concernant la Libye, il est toujours fait mention de « *la milice du général putschiste Haftar* »<sup>4</sup>. Celui-ci est toutefois assumé voire revendiqué dans les articles d'analyse et d'opinion. Si la plupart des articles que l'on peut consulter en français sont des traductions depuis le turc, les termes choisis étonnent souvent le lecteur français par leur agressivité et leur virulence. Pour une agence de presse, le vocabulaire, les paradigmes employés détonnent et font d'Anadolu davantage un organe de propagande du pouvoir.

Le contenu de chacune des pages diffère selon la langue consultée : on y lit une combinaison entre les actualités turques, celles du pays en question vues par le prisme turque et les grands événements mondiaux. Sur ce dernier point, il est notable que les sujets abordés varient considérablement. Dans le cadre de notre étude, et pour comparer au sein d'un même référentiel, nous nous sommes intéressés aux pages française, anglaise et espagnole. Sur les pages "monde", les actualités référencées sont en effet hétérogènes : alors que les pages française et anglaise se focalisent principalement sur les conflits au Haut-Karabakh, au Moyen-Orient, celle espagnole se concentre davantage sur le Covid, le continent sud-américain<sup>5</sup> et le sport.

Au plus fort du conflit opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh, de nombreuses infographies expliquant les raisons de la crise, les acteurs, les enjeux étaient publiées et mises à jour régulièrement sur les pages françaises et anglaise alors que le sujet n'est à peine abordé sur la page espagnole. On compte 16 infographies et 1842 articles et dépêches sur l'Arménie sur la page anglaise<sup>6</sup> contre seulement 2 infographies et 392 articles en espagnol<sup>7</sup>. Le gouvernement turc se sert donc de l'organe de presse, un instrument de soft power pour viser et cibler ses antagonistes. Son hard-power est expliqué, justifié et encouragé par cette plateforme.

## **2. La France, une puissance européenne hostile à la Turquie**

### **2.1. Les conflits du Moyen-Orient aux sources des tensions**

Depuis les incidents en Mer Méditerranée en été 2020, les relations entre la France et la Turquie se sont particulièrement tendues. Le 10 juin 2020, la frégate française Courbet est « illuminée » par la frégate turque Oruçreis alors qu'elle voulait procéder au contrôle d'un cargo turc à l'attitude suspecte. Illuminer une cible avec les radars de conduite de tir étant la dernière étape avant le tir en lui-même, cette action a déclenché une escalade de tensions entre

---

<sup>4</sup> La milice de Haftar libère un navire marchand turc qu'elle avait confisqué il y a quelques jours.

<sup>5</sup> Agencia Anadolu

<sup>6</sup> <https://www.aa.com.tr/en/search/?s=armenia>

<sup>7</sup> <https://www.aa.com.tr/es/search/?s=armenia>

la France et la Turquie. Si le contrôle de l'espace maritime reste au cœur des préoccupations politiques, l'agence de presse Anadolu saisit toutes les opportunités pour critiquer voire envenimer les rapports entre Paris et Ankara.

La sempiternelle question du soutien français aux groupes kurdes est l'un des sujets sur lequel Anadolu est des plus virulents et agressifs : « *Malgré cela, l'on ne peut dire qu'un pareil soutien ouvert en faveur des organisations terroristes, un soutien naïf au point d'être ridicule et qui se moque de l'intelligence humaine, constitue une approche classique dans la politique étrangère française* »<sup>8</sup>. Parmi les autres sujets de géopolitique mondiale, le conflit libyen illustre également la prise position franche d'Ankara vis à vis de la politique décidée par l'Elysée : « *L'autre incohérence de la France consiste à ce que le rôle turc, dont Paris prétend qu'il est à l'origine de l'instabilité en Libye. Macron accuse la Turquie de « violer » la résolution des Nations unies portant sur l'embargo de vente d'armes vers ce pays. Néanmoins, Paris fait semblant d'ignorer que le rôle turc en Libye s'articule autour de la protection du gouvernement d'Entente nationale, reconnu par les Nations unies. A l'opposée, la France œuvre, constamment, à placer le gouvernement d'Entente nationale sur un pied d'égalité avec les forces du général putschiste, Khalifa Haftar, dans l'objectif affiché d'affaiblir le gouvernement légitime à Tripoli.* »<sup>9</sup> A travers ces deux exemples tirés d'articles d'analyse, Anadolu dépeint une France en totale opposition, défendant des positions quasi terroristes. En jouant sur un discours droits-de-l'homme dans son traitement de la question kurde et irakienne, la Turquie apparaît comme une victime, isolée et abandonnée par les autres acteurs de la région. Elle justifie sa position victimaire en étiquetant tous ses opposants politiques de "terroristes".

## 2.2. Le conflit au Haut-Karabakh, catalyseur des tensions

En automne 2020, et après des décennies de tensions, une guerre a éclaté entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de la région du Haut-Karabakh. Nous ne reviendrons pas dans notre étude sur les sources et conséquences de ce conflit mais nous nous concentrerons sur l'effet de celui-ci sur les relations diplomatiques qu'Ankara entend poursuivre avec Paris. Ces deux pays membres de l'OTAN se sont opposés sur ce conflit, la Turquie apportant son soutien militaire à l'Azerbaïdjan et la France son soutien politique à l'Arménie. L'appui français aux Arméniens a été particulièrement critiqué, décrié par Anadolu. On peut ainsi lire des titres tels que « *France : L'Assemblée nationale a voté une proposition mensongère sur l'Azerbaïdjan et la Turquie*<sup>10</sup> », ou bien encore « *La France ne travaille pas pour une solution dans le Haut-Karabakh, mais pour saper la solution*<sup>11</sup> ». A travers ces deux articles plusieurs conclusions peuvent être faites sur la vision des relations avec la France vue depuis la Turquie. Tout d'abord, Anadolu brosse le portrait d'une France en perte de puissance, jalouxant l'émergence de la Turquie sur la scène internationale : « *Sans aucun doute, au cœur des politiques actuelles, ainsi que d'autres facteurs, se trouve le malaise face à l'augmentation de l'influence de la Turquie et la perte d'influence de la France au Moyen-Orient et dans le*

---

<sup>8</sup> Macron n'est pas seul à élaborer les politiques françaises hostiles à la Turquie (Analyse).

<sup>9</sup> idem.

<sup>10</sup> France : L'Assemblée nationale a voté une proposition mensongère sur l'Azerbaïdjan et la Turquie.

<sup>11</sup> Analyse - La France ne travaille pas pour une solution dans le Haut-Karabakh, mais pour saper la solution.

*Caucase*<sup>12</sup> ». Pour Anadolu les rapports de force se sont inversés et la France agit désormais comme une démocratie fragile. En effet, la Turquie reproche aux Français de ne pas respecter le droit international : « *En fait, ce qui est demandé à la France et aux autres puissances importantes c'est d'agir dans le respect du droit international, d'assurer l'application des résolutions 822, 853, 874 et 884 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le conflit du Karabakh, et de soutenir l'Azerbaïdjan. Mais il semble que la France n'ait pas non plus réussi à le faire*<sup>13</sup> ». De même, lorsque l'Assemblée Nationale adopte une proposition de résolution sur la protection du peuple arménien et des communautés chrétiennes d'Europe et d'Orient, Anadolu souligne que celle-ci a été adoptée alors qu'une moitié des députés manquait dans l'hémicycle<sup>14</sup>. La France apparaît comme une démocratie en perte de vitesse et la Turquie comme vraie défenseure du droit international. Enfin la vision géopolitique française est définie comme simpliste et réductrice : « *Le texte proposé jeudi à l'Assemblée nationale française par des députés connus pour leur proximité avec les milieux nationalistes arméniens de France, constituait dans l'essence une juxtaposition de propos calomnieux envers l'Azerbaïdjan et la Turquie...Calomniant également la Turquie qui selon leurs affirmations aurait joué un rôle dans la présence de ces prétendus "mercenaires issus des organisations terroristes et criminelles", les auteurs du texte ne font pourtant aucune référence à la présence démontrée de terroristes du PKK/YPG combattant aux côtés des soldats arméniens*<sup>15</sup>. »

La crise au Haut-Karabakh acte une détérioration sans précédent des rapports diplomatiques entre la France et la Turquie. Comme énoncé précédemment, au plus fort du conflit, de nombreuses infographies étaient publiées régulièrement sur la page en français d'Anadolu pour critiquer et dénoncer la politique française. Elles ont cependant disparu depuis janvier 2021. A la place on peut trouver sur le site en anglais une infographie<sup>16</sup> sur les "politiques étrangères dynamiques et multilatérales pour l'année 2021" sur laquelle on lit que la France et la Turquie travaillent activement à une stabilisation de leurs relations par une "attitude franche". Le retrait des infographies plutôt virulentes à l'égard de la France s'inscrit ainsi dans cette dynamique.

### **2.3. Le topos de l'islamophobie**

La politique extérieure de la France au Moyen-Orient est un facteur majeur de frictions entre Ankara et Paris. Pourtant, le sujet qui vient envenimer le plus les rapports est celui de l'islamophobie. L'attentat dans la cathédrale de Nice et l'assassinat de Samuel Paty ont amené le gouvernement français à prendre des mesures contre l'islamisme en France. Cette politique est particulièrement décriée par le pouvoir turc qui accuse la France d'islamophobie. Signe de ce grief, un "Journal de l'islamophobie" est consultable sur la page en français. Cet onglet<sup>17</sup> est régulièrement mis à jour et concatène tous les articles qui démontrent et accusent tous les actes "islamophobes" du gouvernement et population française. Anadolu abandonne complètement

---

<sup>12</sup>Analyse - La France ne travaille pas pour une solution dans le Haut-Karabakh, mais pour saper la solution.

<sup>13</sup> Idem.

<sup>14</sup> France : L'Assemblée nationale a voté une proposition mensongère sur l'Azerbaïdjan et la Turquie.

<sup>15</sup> Idem.

<sup>16</sup> <https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/21568>

<sup>17</sup> Agence Anadolu

la neutralité et l'objectivité qui incombent à une agence de presse pour se faire le porte-voix de la vision d'Ankara. Cette dernière se fait l'avocate de tous les musulmans du monde, victimes de préjugés, discriminations et violences par les puissances occidentales, en particulier la France. En faisant de la France, le pays de l'islamophobie, Anadolu veut ternir l'image droits-de-l'homme, humaniste qui lui est traditionnellement rattachée. En outre, cela permet également de transférer cette fonction "du pays des droits de l'homme" vers la Turquie, réelle défenseur du droit international.

### **3. Une Turquie en quête de nouveaux alliés**

#### **3.1. Saper la coopération européenne**

Alors que les relations entre la Turquie et l'Union Européenne se complexifient et deviennent source de tensions dans les relations diplomatiques à l'échelle régionale, Anadolu contribue à un climat délétère en voulant mettre à mal la coopération européenne. En effet, lorsqu'elle aborde le topos de l'islamophobie, elle accuse de plein fouet la France et souligne l'isolement de la France dans ce "combat". Ainsi, dans un article paru le 14 décembre 2020, Anadolu rapporte le soutien d'associations britanniques aux victimes françaises de l'islamophobie : *"Le groupe CAGE, basé à Londres, a répondu que cette décision " expose l'hypocrisie effrontée de l'État français qui prône la "liberté d'expression" tout en refusant légalement aux musulmans la liberté de s'exprimer et de s'organiser ". CAGE est une organisation de défense qui fait campagne pour " des procès équitables, l'état de droit et la fin des injustices commises dans le cadre de la guerre contre le terrorisme "*<sup>18</sup>. En faisant de la France la seule puissance européenne "islamophobe", Anadolu tente de monter les Etats européens les uns contre les autres.

#### **3.2. Une main tendue vers le Royaume-Uni**

Depuis sa sortie officielle de l'Union Européenne le 31 décembre, la Turquie semble vouloir resserrer ses liens avec le Royaume-Uni. Comme il ne fait désormais plus partie du bloc hostile qu'est l'Union Européenne, Ankara voit à présent cet État comme un potentiel allié avec qui elle pourrait attaquer frontalement Bruxelles. Des indices de ce rapprochement sur Anadolu sont lisibles. Le 14 janvier 2021, une infographie sur la gestion européenne de la crise du Covid 19 est publiée<sup>19</sup>. Son titre : "EU tries to cover up its failure to fight COVID-19 with billions of vaccine doses (l'UE essaye de cacher son échec dans la lutte contre la COVID 19 par des milliards de doses de vaccins). Alors que le Royaume-Uni sort à peine de l'UE, les critiques qui sont faites de la gestion des pays de l'Union ne semblent pas le concerner. Quelques jours plus tard, une autre infographie fait le point sur l'état de l'avancée des campagnes de vaccination sur le continent européen<sup>20</sup>. Le Royaume-Uni, mais surtout la

---

<sup>18</sup>Royaume-Uni : des groupes de défense des droits dénoncent la campagne antimusulmans en France.

<sup>19</sup> <https://www.aa.com.tr/en/info/infografik/21641>.

<sup>20</sup> <https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/21688>.

Turquie qui a vacciné 800 000 personnes en quatre jours (soit autant que la France en plus de deux semaines) apparaissent comme les seuls Etats efficaces dans la gestion de cette crise. Plus marquant encore, une tribune parue le 13 janvier sur la page en anglais dont le titre est : *Why the UK sees Turkey as a crucial post-Brexit ally*<sup>21</sup> (Pourquoi le Royaume-Uni voit la Turquie comme un allié crucial post-Brexit). L'auteur de cet article, un professeur d'université spécialisé dans le Moyen-Orient explique que le Royaume-Uni se détournera désormais de ses alliés d'autrefois pour approfondir et renforcer des alliances davantage orientales. Il souligne leurs nombreux points communs : leur défiance vis-à-vis de l'Union Européenne, leurs positionnements stratégiques en Libye, leurs intérêts communs en mer Méditerranée, en particulier Chypre et le canal de Suez, le soutien de Londres dans la lutte contre Daesh et surtout leur refus de collaborer avec la France et l'Allemagne dans leur alliance avec les YPG. Le 21 janvier, un autre article<sup>22</sup> vient corroborer les affirmations précédentes. Il indique qu'une visioconférence, organisée par The Circle Foundation<sup>23</sup> a réuni l'ambassadeur britannique à Ankara et d'autres personnalités politiques tels que l'ancien ministre de l'économie turc et un député anglais. Les conclusions de cette réunion sont similaires à celles énoncées précédemment : que l'Union Européenne a envenimé leurs relations, qu'elle a été injuste avec la Turquie, mais qu'ils formeront à l'avenir une alliance solide, stable, et assurant la paix et l'équilibre au Moyen-Orient. En outre, le député britannique suggère le projet d'une nouvelle organisation regroupant les membres de l'OTAN non membres de l'Union Européenne comme la Norvège, l'Islande et surtout la Turquie. Cette alliance viendrait concurrencer Bruxelles et défendre une nouvelle vision de l'ordre mondial.

### 3.3. Un difficile équilibre à trouver avec la Chine

Avec les projets "Asia Anew" et "Belt and Road Initiative", la Chine est devenue un partenaire économique incontournable de la Turquie. Ces deux programmes ont en effet comme objectifs de renforcer la coopération dans les domaines de l'éducation, la défense, le commerce mais surtout des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Asie, en particulier la Chine. La part d'échanges commerciaux entre ces deux pays augmentent chaque année et avec eux, la dépendance d'Ankara vis-à-vis de Beijing. Pour conserver de bonnes relations et la pérennité de leurs alliances, les critiques à l'égard du pouvoir chinois sont donc à proscrire. Un exemple flagrant de ces silences s'observe dans le traitement de la question ouïghoure par Anadolu. Alors que l'agence de presse se fait le porte-voix des violences islamophobes dans le monde mais en particulier en Europe, la répression politique et ethnique à l'encontre des populations musulmanes et turcophones, les Ouïghours du Xinjiang devient le symbole d'une relation ambiguë avec la Chine.

La Turquie ne peut effectivement pas rester silencieuse face aux agissements du pouvoir chinois contre cette minorité du nord-ouest de la Chine. De nombreux articles rendent compte de la mise en place des camps de travail, des violences subies et des atteintes aux droits

---

<sup>21</sup> ANALYSIS - Why the UK sees Turkey as a crucial post-Brexit ally.

<sup>22</sup> Panel foresees strong Turkey-UK post-Brexit cooperation.

<sup>23</sup> La Circle Foundation est une organisation à but non lucratif basée à Londres et un think-tank indépendant dont l'objectif est d'autonomiser la diaspora turcophone en créant une plateforme d'intégration politique et de participation civique et démocratique.

de l'homme. La Turquie est le seul pays musulman qui ait reconnu et condamné les agissements chinois dans le Xinjiang. Le pouvoir chinois n'est cependant jamais directement visé et critiqué par Ankara, qui utilise néanmoins divers moyens pour parvenir à faire entendre sa voix. L'Organisation des Nations-Unies devient ainsi la tribune par laquelle le pouvoir turc peut continuer de défendre les droits des Ouïghours sans craindre une répression de la Chine. Dans l'article "La Turquie renouvelle ses inquiétudes sur la situation des Ouïghours à la tribune de l'ONU", Anadolu prend soin de ne jamais accuser le pouvoir chinois tout en apportant son soutien aux Ouïghours : "*Des rapports et informations partagés récemment avec l'opinion publique ont exprimé leur préoccupation au sujet des pratiques en matière de droits de l'homme exercées sur les Turcs Ouïghours au Xinjiang et d'autres minorités musulmanes et la Turquie a fortement exprimé sur la tribune des Nations unies, son souhait de voir les Turcs Ouïghours et les autres minorités musulmanes au Xinjiang, vivre dans la paix et l'harmonie en tant que des citoyens égaux en Chine, dans le respect de leurs identités culturelles et religieuses....La Turquie a notamment attiré l'attention sur le rôle de l'ONU dans la réponse aux préoccupations et aux attentes de la communauté internationale concernant les pratiques contre les Turcs ouïghours et les autres minorités musulmanes au Xinjiang.*"<sup>24</sup> De même, lorsque Anadolu veut attirer l'attention sur la situation des Ouïghours, elle le fait par le biais des déclarations d'autres pays : "*Washington : La Chine a commis des crimes contre l'humanité à l'encontre les Ouïghours*"<sup>25</sup>, "*Persécution des Ouïghours: Le Royaume-Uni appelle Pékin à accepter une visite des observateurs de l'ONU*"<sup>26</sup>. Les positions claires et franches d'Ankara sont passées sous silence.

En outre, le traité du 28 décembre 2020 qui prévoyait l'extradition de réfugiés Ouïghours de la Turquie vers la Chine n'a jamais été abordé sur Anadolu. En revanche, certains articles parus après le projet de ce traité justifient le refus d'Ankara. Le 30 décembre, un article rapporte que le gouvernement japonais posséderait des preuves de persécutions des Ouïghours en Chine <sup>27</sup> et le 07 janvier est publié un article sur les manifestations qui se déroulent depuis plusieurs jours devant le consulat chinois à Istanbul. Devant l'opposition de l'opinion publique qu'a suscitée l'annonce d'une possible ratification de ce traité, Ankara a dû faire marche arrière. Ces manifestations s'inscrivent dans cette dynamique d'opposition et ne peuvent être pleinement comprises sans cette information pourtant tûe par l'agence de presse. Le dernier coup d'éclat d'Anadolu quant à la répression ouïghoure est un rapport "inédit" publié le 18 janvier 2021. Le titre est perturbant et porte à confusion : *Leaked emails confirm UN passed info to China in name-sharing scandal* <sup>28</sup> (Des mails confirment que l'ONU a transmis des informations à la Chine). Selon Anadolu, un Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme aurait transmis au pouvoir chinois une liste d'activistes Ouïghours, Tibétains et Hongkongais. A la lecture plus précise de l'infographie on apprend deux choses : que les faits remontent à 2012 et que les noms transmis sont ceux de deux dirigeants du Congrès mondial ouïghour, deux personnalités publiques que le gouvernement chinois ne pouvait pas

---

<sup>24</sup>La Turquie renouvelle ses inquiétudes sur la situation des Ouïghours à la tribune de l'ONU.

<sup>25</sup>Washington : La Chine a commis des crimes contre l'humanité à l'encontre les Ouïghours.

<sup>26</sup>Persécution des Ouïghours: Le Royaume-Uni appelle Pékin à accepter une visite des observateurs de l'ONU.

<sup>27</sup>Les services de renseignement japonais dévoilent les persécutions contre les Ouïghours en Chine.

<sup>28</sup> <https://www.aa.com.tr/en/info/infographic/21687>.

ignorer. Ce qui se veut une révélation fracassante s'apparente en réalité davantage à une "fake news" où l'Organisation des Nations Unies est accusée de coopération avec le pouvoir chinois.

## **Conclusion**

Anadolu brosse le portrait d'une Turquie indépendante, s'affranchissant de ses anciens alliés européens, et cherchant des partenariats qui lui apporteraient plus de pouvoir et d'influence. Néanmoins, plus qu'une simple agence de presse, Anadolu se rapproche davantage d'un organe de propagande du pouvoir politique. A ce titre, il faut être vigilant et nuancé sur les visions qu'elle partage. Instrument du soft power, Anadolu alimente, justifie et participe activement au hard power turc.

## **Bibliographie :**

### **Articles disponibles sur le site d'Anadolu :**

- *La Turquie renouvelle ses inquiétudes sur la situation des Ouïghours à la tribune de l'ONU*
- *Les services de renseignement japonais dévoilent les persécutions contre les Ouïghours en Chine*
- *Washington : La Chine a commis des crimes contre l'humanité à l'encontre les Ouïghours*
- *Persécution des Ouïghours: Le Royaume-Uni appelle Pékin à accepter une visite des observateurs de l'ONU*
- *Panel foresees strong Turkey-UK post-Brexit cooperation*
- *ANALYSIS - Why the UK sees Turkey as a crucial post-Brexit ally*
- *Royaume-Uni : des groupes de défense des droits dénoncent la campagne antimusulmans en France*
- *France : L'Assemblée nationale a voté une proposition mensongère sur l'Azerbaïdjan et la Turquie*
- *Analyse - La France ne travaille pas pour une solution dans le Haut-Karabakh, mais pour saper la solution*
- *Macron n'est pas seul à élaborer les politiques françaises hostiles à la Turquie (Analyse)*
- *La milice de Haftar libère un navire marchand turc qu'elle avait confisqué il y a quelques jours*